



Déclaration liminaire SNUipp.FSU65 – CAPD du 24 mai 2012

**Monsieur le Directeur Académique,
Monsieur le Secrétaire Général
Mesdames et Messieurs les IEN,**

Cette CAPD se tient entre 2 échéances électorales majeures pour notre pays. Durant la décennie qui vient de s'écouler, les Services Publics et particulièrement celui de l'Education Nationale, ont subi des attaques qui ont mis en grand péril notre système social, la cohésion de notre population, l'égalité des habitants sur l'ensemble du territoire, et la perspective d'un avenir qui permette à notre jeunesse de prendre toute sa place dans la construction d'un projet de société fondé sur l'épanouissement et l'émancipation de tous.

Le SNUipp.FSU65 considère que, si mettre fin à ces démolitions était une nécessité, il faut maintenant se mettre en mouvement pour reconstruire un projet global indispensable à une société qui s'organise autour de la devise : Liberté, Egalité, Fraternité.

Rompre avec la dérive libérale de la mise en concurrence des personnes et des biens, doit trouver rapidement une concrétisation dans notre système éducatif. Le SNUIPP.FSU65 mènera toutes les luttes nécessaires à la réalisation de cet objectif, soyez-en assurés.

Pour cela, nous considérons que les annonces du Président de la République, de son Premier Ministre et du Ministre de l'Education Nationale de redonner toute sa place au dialogue social et à la consultation des organisations syndicales vont dans le bon sens.

Le SNUIPP.FSU65 attend que ces annonces soient immédiatement mises en œuvre au niveau départemental. En effet, et nous l'avons déjà souligné au long de cette année scolaire particulièrement difficile pour les militants que nous sommes, nous sommes dans l'obligation de constater que les conditions de travail des organisations syndicales se sont dégradées de façon inquiétante. Au même rythme d'ailleurs que celles des personnels. Faut-il y voir un lien de cause à effet ? Les calendriers imposant des réunions sur des sujets différents, entremêlées dans des délais très courts et ne laissant pas le temps d'une réflexion approfondie, sont préjudiciables à l'intérêt collectif et à la défense des droits de nos collègues. De même l'envoi de documents lourds à la veille d'un week-end prolongé, et uniquement sous format numérique.

Par ailleurs, les diminutions de personnel dans les services de la direction académique, conduisent également ces personnels à travailler dans des conditions inacceptables de précipitation et de pression, sources d'erreurs et d'oublis.

Nous ne pouvons continuer sur cette lancée, vous en conviendrez.

La perte d'autonomie des départements sur la gestion des personnels du premier

degré est un facteur d'aggravation des conditions de vie et de travail de nos collègues.

L'ordre du jour qui nous réunit aujourd'hui est un des piliers incontournables pour la profession : le mouvement départemental.

Force est de constater cependant que les possibilités de mutations se réduisent d'année en année, ce qu'il faut relier aux pertes d'emplois que notre département subit depuis de trop nombreuses cartes scolaires revues systématiquement à la baisse par le Recteur, mais également à la réforme des retraites mise en œuvre depuis 2003.

Des secteurs entiers se trouvent dans l'impossibilité d'offrir un poste équivalent à celui qui ferme (Vallée de Bagnères, secteur d'Argelès, secteurs de la Barousse et d'Arreau, mais aussi RASED et école maternelle).

Une école publique de qualité ne peut se concevoir en faisant fi des choix de vie et de travail de nos collègues. La nécessaire refondation de notre système éducatif ne pourra jamais se faire sans les enseignants et a fortiori contre eux.

Le SNUIPP-FSU65 sera toujours aux côtés des enseignants pour porter un autre projet pour l'école, et la revendication de nouveaux droits pour ses maîtres.

Le Ministre semble avoir pris la mesure de l'ampleur de la tâche, mais nous ne nous contenterons pas de belles paroles, même si nous en avons perdu jusqu'au souvenir ...

Un dernier mot sur la question de la mobilité des personnels, pour pointer le bilan accablant des mutations interdépartementales.

Il suffit de considérer l'augmentation croissante des demandes d'INEAT pour notre département pour mesurer combien l'Etat patron a bafoué ses devoirs vis-à-vis de ses fonctionnaires.

Alors oui, nous sommes soulagés que cette page soit tournée.

Pour résumer les 10 années que nous venons de connaître l'Etat a failli :

Il a failli pour les anciens, il a failli pour les débutants, il a failli pour les titulaires, il a failli pour les contractuels.

Il a failli et il a trahi.

Il a trahi les citoyens, il a trahi la laïcité, il a trahi l'égalité, il a trahi la solidarité, il a trahi la jeunesse, il a insulté l'avenir.

**roselyne bergé-sarthou, magali laborde, joëlle noguère et pierre torres
pour le SNUipp-FSU65**